

# QUELS SONT LES PAYS QUI NE RECONNAISSENT PAS LA PALESTINE ET POURQUOI ?

Près de 80 % des membres de l'ONU reconnaissent désormais l'État de Palestine, dont la France depuis lundi. Mais près de 40 États rejettent cette idée, surtout pour des raisons de loyauté envers les États-Unis. Tour du monde des oppositions.

Publié le : 23/09/2025 - 15:41 Modifié le : 23/09/2025 - 15:46

8 min Temps de lecture Par : [Stéphanie TROUILLARD](#)



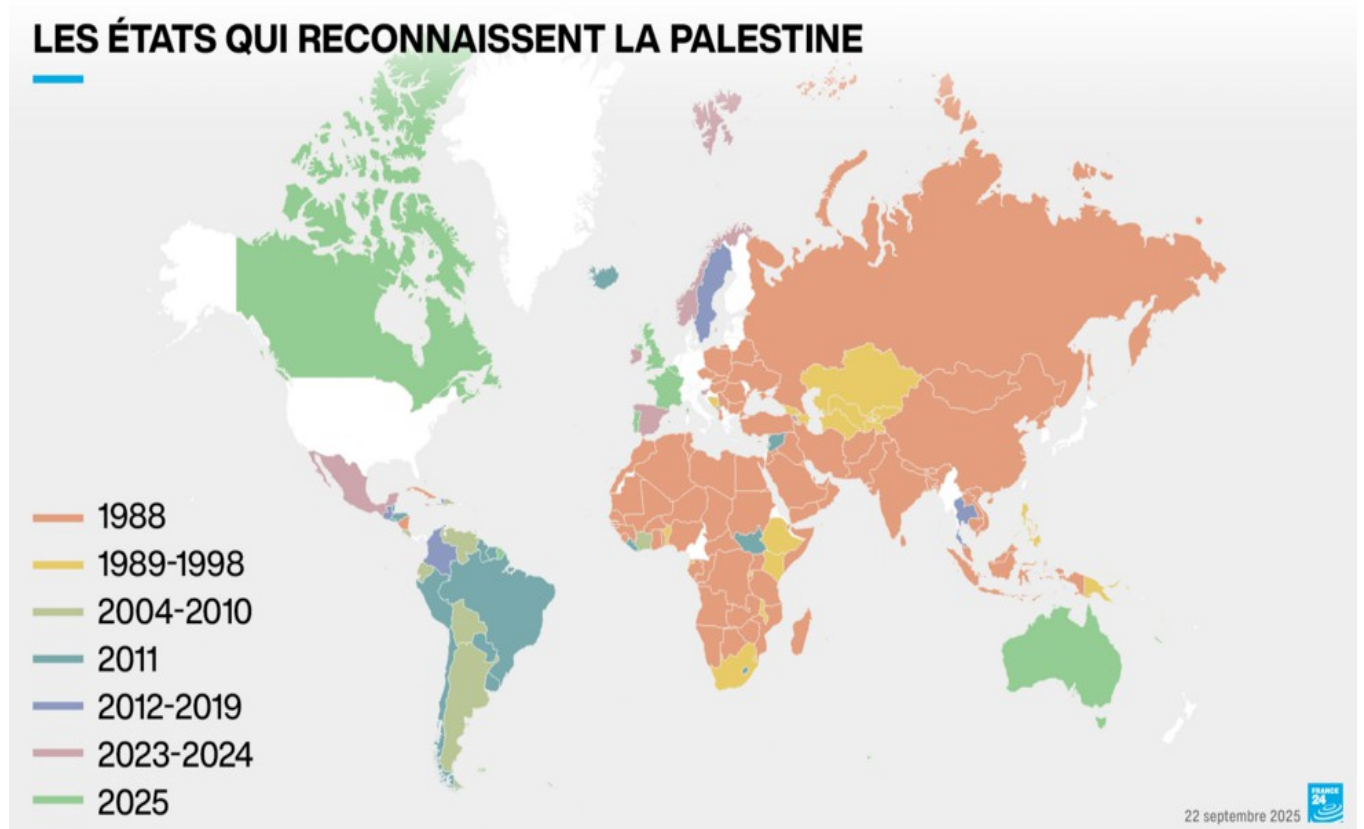
Un manifestant brandit un drapeau palestinien lors d'une marche réclamant la "reconnaissance de l'État de Palestine et la fin du génocide", à Paris, le 21 septembre 2025. © Bertrand Guay, AFP

Les pays européens sont désormais une majorité à reconnaître l'État de Palestine à la suite des déclarations officielles, lundi 22 septembre, à New York, de la [France](#), de la Belgique, du Luxembourg ou de Malte.

Le continent européen était jusqu'à présent le plus divisé, mais la guerre que mène [Israël](#) à [Gaza](#), depuis les attaques terroristes du  [Hamas](#) le 7 octobre 2023, a changé la donne. Selon les

vérifications de l'AFP, au moins 151 pays sur les 193 membres de l'ONU reconnaissent désormais l'État de Palestine.

La Russie, les pays arabes, presque tous ceux d'Afrique et d'Amérique latine, la grande majorité des pays asiatiques, dont l'Inde et la Chine, sont déjà sur cette liste. L'Algérie fut le premier pays, le 15 novembre 1988, à reconnaître l'État de Palestine, juste après sa proclamation à Alger par le dirigeant historique de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), [Yasser Arafat](#). Des dizaines de pays suivront peu après, puis, lors d'une deuxième vague, vingt ans plus tard.



La carte des États qui reconnaissent la Palestine à travers le monde  
© Studio Graphique FMM

À lire aussi ["Une décision historique" : les réactions après la reconnaissance de la Palestine par la France](#)

A contrario, au moins 39 pays n'ont toujours pas reconnu l'État de Palestine : les États-Unis et Israël en premier lieu. Tour d'horizon des principaux pays qui rejettent cette idée.

- **Israël**

Le gouvernement de [Benjamin Netanyahu](#) rejette totalement l'idée d'un État palestinien et, en 2024, le parlement israélien a voté une

résolution contre sa création. Le Premier ministre a répété dimanche qu'il n'y aurait pas d'État palestinien et menacé d'étendre la colonisation en Cisjordanie. Deux ministres israéliens d'extrême droite, [Itamar Ben Gvir](#) et Bezalel Smotrich, ont par ailleurs appelé à l'annexion totale de ce territoire palestinien occupé.

- **Les États-Unis**

Principal allié du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, [Donald Trump](#) "pense que c'est une récompense pour le Hamas" de reconnaître l'État de Palestine, a expliqué sa porte-parole, Karoline Leavitt. [Comme le souligne Vincent Souriau, correspondant de RFI à Washington](#), les États-Unis apportent "un soutien inconditionnel à Israël" pour trois raisons principales. "Israël sert de rempart à la Maison Blanche au Proche-Orient. Dans le temps, c'était un rempart contre l'influence soviétique, aujourd'hui, c'est la lutte contre le terrorisme, la stabilité des cours du pétrole, la mise au ban du régime iranien", analyse le journaliste. Selon lui, les Israéliens sont également "les premiers testeurs" du matériel militaire américain. Enfin, c'est aux États-Unis que se trouve "la communauté juive la plus importante du monde avec près de 5,7 millions de personnes".

- **L'Allemagne**

L'Allemagne a réaffirmé sa position selon laquelle la reconnaissance d'un État palestinien ne devrait intervenir qu'à la fin d'un processus de négociation d'une solution à deux États. "Une solution négociée à deux États est la voie qui peut permettre aux Israéliens et aux Palestiniens de vivre dans la paix, la sécurité et la dignité", a déclaré le ministre allemand des Affaires étrangères, Johann Wadepful, avant son départ pour New York pour participer à l'Assemblée générale des Nations unies. En raison de son passé nazi, l'Allemagne est, avec les États-Unis, l'un des plus fervents soutiens d'Israël, et a même fait de la sécurité de ce pays "une raison d'État" depuis 2008.

À lire aussi [La France reconnaît l'État de Palestine : ce qu'il faut retenir du discours de Macron](#)

- **L'Italie**

Le gouvernement ultraconservateur de [Giorgia Meloni](#), proche idéologiquement du président américain, Donald Trump, adopte un positionnement très prudent sur la guerre à Gaza, même si la Première ministre a dit à plusieurs reprises sa "préoccupation" face à l'offensive israélienne. Rome ne veut pas reconnaître "pour le moment" l'État de Palestine et se montre réticente aux sanctions commerciales proposées par l'Union européenne envers Israël, même si le gouvernement rappelle régulièrement qu'il ne vend plus d'armes à l'État hébreu depuis le 7 octobre 2023. Selon un récent sondage de l'institut Only Numbers, 63,8 % des Italiens jugent "extrêmement grave" la situation humanitaire à Gaza, et 40,6 % souhaitent la reconnaissance d'un État palestinien.

- **Le Danemark**

Avant l'Assemblée générale des Nations unies, le ministre danois des Affaires étrangères, Lars Lokke Rasmussen, a annoncé que son pays ne reconnaîtra la Palestine que si une série de conditions sont remplies. Les critères incluent la libération des otages israéliens, le désarmement du Hamas et son exclusion d'un futur gouvernement de Gaza. Ils exigent également la poursuite des réformes de l'[Autorité palestinienne](#) et la création d'un État palestinien démilitarisé. "C'est aux Palestiniens de fournir ce qui est nécessaire pour une reconnaissance danoise", a-t-il résumé.

- **Les Pays-Bas**

Dans la même veine que les Danois, les Néerlandais ont annoncé qu'ils souhaitaient reconnaître un État palestinien, mais qu'ils n'étaient pas encore prêts à le faire. "Les Pays-Bas reconnaîtront un État palestinien ultérieurement, dans le cadre d'un processus politique qui doit commencer dès maintenant", a affirmé le ministre des Affaires étrangères par intérim, David van Weel, lors d'une conférence aux Nations unies, sans s'engager sur un calendrier précis. Il a aussi rappelé que les Pays-Bas soutiennent une solution à deux États et que la violence devait cesser.

À lire aussi [Reconnaître l'État de Palestine, "un geste très important" pour les étudiants palestiniens](#)

- **Le Japon**

Le Japon ne reconnaîtra pas pour le moment un État palestinien, et le Premier ministre démissionnaire Shigeru Ishiba n'assistera pas à une réunion connexe lors de l'Assemblée générale des Nations unies ce mois-ci, a rapporté la semaine dernière le quotidien Asahi Shimbun, citant des sources gouvernementales anonymes. Comme le résume [le journal La Presse](#), le Japon est "traditionnellement prudent sur les sujets qui fâchent". Le quotidien québécois rappelle également que "la politique étrangère du Japon est alignée sur celle des États-Unis depuis les années 1950". "Tokyo ne voudrait surtout pas se mettre son partenaire américain à dos en traversant ce qui est considéré comme une ligne rouge par Washington, surtout dans un contexte de négociations houleuses sur les droits de douane".

### • **La Corée du Sud**

Le ministre sud-coréen des Affaires étrangères, Cho Hyun, a réaffirmé le 18 septembre à la ministre des Affaires étrangères de l'Autorité palestinienne, Varsen Aghabekian Shahin, le soutien continu de Séoul à une "solution à deux États". À l'image du Japon, la Corée du Sud ne veut pas créer de conflits avec Washington en pleine négociation sur les droits de douane. "Depuis la [Seconde Guerre mondiale](#) et la guerre de Corée [1950-1953], l'alliance du Japon et de la Corée du Sud avec les États-Unis constitue la pierre angulaire de leur architecture sécuritaire. Pour Washington, tout changement dans le statut des Palestiniens doit passer par des négociations directes entre Israël et la Palestine, dans le respect du cadre d'une solution à deux États. Le Japon et la Corée du Sud ne font que suivre", a [ainsi analysé auprès du journal Le Monde Adel Abdel Ghafar](#), du Conseil du Moyen-Orient pour les affaires internationales.

### • **Le Cameroun**

Cinquante-deux des 54 pays du continent africain ont déjà reconnu l'État palestinien. Seuls le Cameroun et l'Érythrée ne l'ont pas fait. [Selon le site Afrik](#), Yaoundé "campe sur son refus" en raison notamment de "calculs sécuritaires" alors que se rapproche l'élection présidentielle lors de laquelle [Paul Biya](#) va briguer un huitième mandat : "Depuis les années 2000, la sécurité intérieure

camerounaise repose en grande partie sur la Brigade d'intervention rapide, force d'élite placée sous l'autorité directe de la présidence. Créée et longtemps commandée par d'ex-officiers israéliens, la BIR bénéficie d'un entraînement, d'équipements et de systèmes de surveillance fournis par Tel-Aviv".

À lire aussi [En Cisjordanie occupée, les colons veulent rendre impossible la création d'un État palestinien](#)

- **Le Panama**

Maintenant que le Canada a annoncé reconnaître l'État de Palestine, le Panama fait désormais figure d'exception avec les États-Unis sur le continent américain. Interrogé par Le Parisien, le géopolitologue David Rigoulet-Roze explique que cette position est un "geste de loyauté envers l'Oncle Sam". "Les deux pays ont des liens économiques et politiques historiques qui expliquent l'alignement du Panama sur les États-Unis dans le domaine de sa politique étrangère".

*Avec AFP*